



IMT Mines Albi
École Mines-Télécom

**Marché sur Appel d'Offres passé en application des articles R.2124-2 1°, R.2161-1 à -5, R.2162-1 à -6
et R.2162-13 et -14 du Code de la commande publique**

MARCHE DE SERVICES N°2025ALB013M

**MARCHE RELATIF A LA MAINTENANCE ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE
GÉNIE CLIMATIQUE ET DE GÉNIE ÉLECTRIQUE DES BATIMENTS DE L'IMT MINES ALBI**

**CP - MTI - MCI - PF P1 + P2
PSE P3**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maitre d'ouvrage	IMT Mines Albi Campus Jarlard 81013 ALBI Cedex 09
------------------	---

TABLE DES MATIERES

GLOSSAIRE APPLICABLE AU PRESENT DOCUMENT	1
A. DISPOSITIFS GENERALES	2
A.1. OBJET DU MARCHE	2
A.2. DUREE DU MARCHE	3
A.3. NATURE DES PRESTATIONS PREVUES	3
B. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
C. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	6
C.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	6
C.2. ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS	6
C.2.1. <i>Sécurité des travailleurs intervenant en chaufferie</i>	6
C.2.2. <i>Sécurité des travailleurs intervenant en toiture/hauteur</i>	6
C.2.3. <i>Sécurité et protection de la santé</i>	6
C.2.4. <i>Préventions des risques professionnels</i>	6
C.2.5. <i>Protection de l'environnement</i>	7
C.3. SOUS-TRAITANCE	7
C.3.1. <i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	7
C.4. CAS DE FORCE MAJEURE, GREVE	7
C.4.1. <i>Cas de force majeure</i>	7
C.4.2. <i>Grève</i>	8
C.5. CONDITIONS DE PAIEMENT	8
C.6. REPARATION DES DOMMAGES	8
C.7. OBLIGATION D'ASSURANCE	8
C.8. PERSONNEL TITULAIRE	9
C.9. PIECES A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS	10
D. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)	11
E. FORME ET CONTENU DES PRIX – DEFINITIONS	12
E.1. GENERALITES	12
E.2. DJU CONTRACTUELS	12
E.3. DJU REELS	12
E.4. CONSOMMATION DE BASE NB, N'B ET NC, N'C	12
E.5. REVISION ET MODIFICATION DE LA VALEUR NB	13
E.5.1. <i>Révision des NB</i>	13
E.5.2. <i>Modification de la valeur de base NB</i>	13
E.5.3. <i>Période Probatoire</i>	13
E.5.4. <i>Modification longue en cours d'exercice</i>	13
E.6. CONSOMMATION REELLE : NC	13
E.7. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (COMBUSTIBLE OU ENERGIE INTEGRANT CHAUFFAGE)	15
E.8. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (ECS)	15
E.9. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (CUISINE)	15
F. FORME ET CONTENU DES PRIX – P1	16
F.1. LE COMBUSTIBLE P1 (P1CHAUFFAGE, P1ECS, P1 ANNEXE ET P1 ABONNEMENT)	16
G. FORME ET CONTENU DES PRIX – P2	18
H. FORME ET CONTENU DES PRIX – PSE P3	19
I. PSE - GESTION DU COMPTE DE LA GARANTIE TOTALE	21
I.1. PROPOSITIONS DE TRAVAUX PAR LE TITULAIRE	21
I.1.1. <i>Cas général</i>	21
I.1.2. <i>Cas d'urgence</i>	21
I.2. DECISION DE TRAVAUX PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	22
I.3. DECOMPTE ANNUEL P3	22
I.4. REPARTITION DU SOLDE A L'EXPIRATION DU MARCHE	22

I.4.1.	Solde positif	22
I.4.2.	Solde négatif	23
I.4.3.	Répartition en cas de résiliation suite à désaccord	23
J.	FACTURATION ET PAIEMENT	24
J.1.	REGLEMENT DES PRESTATIONS P1	24
J.1.1.	Facturation du poste P1 Chauffage – Marché MCI	24
J.1.2.	Facturation des Acomptes (marchés MTI) :	25
J.1.3.	Décompte et Intéressement (Chauffage)	25
J.1.4.	P1 Annexe	26
J.1.5.	Eau chaude sanitaire	27
J.1.6.	P1 sites en CP Biomasse Granulés (bâtiment Innov'Action)	27
J.1.7.	P1 Abonnement	27
J.2.	REGLEMENT DE LA REDEVANCE P2	28
J.3.	PSE - REGLEMENT DE LA REDEVANCE P3	28
J.4.	CONDITIONS DE PAIEMENT	28
K.	VARIATION DES PRIX	29
K.1.	MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	29
K.2.	REVISION DES PRIX P1 MCI, CP, MTI ET P1 ABONNEMENT	29
K.2.1.	Le combustible P1 Gaz (P1 chauffage, ECS et Annexes)	29
K.2.2.	Le combustible P1 Biomasse (sites MCI Biomasse et CP Biomasse)	30
K.2.3.	P1 abonnement	32
K.2.4.	Certificats de Garantie d'Origine	32
K.3.	CLAUDE DE REEXAMEN : CHANGEMENT DE CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL EN COURS DE MARCHÉ	33
K.4.	REVISION DES PRIX P2	33
K.5.	REVISION DES PRIX P3 - PSE	33
K.6.	BLOCAGE DES PRIX	34
K.7.	DISPARITION D'UN INDICE	34
L.	PENALITES	35
L.1.	GENERALITES	35
L.2.	LIMITES	35
L.3.	MONTANTS DES PENALITES	35
L.4.	DELAI DE CARENCE	37
M.	RESILIATION – CLAUDE DE SAUVEGARDE	38
M.1.	DEFINITION	38
M.2.	RESILIATION	38
M.2.1.	Résiliation pour faute du Titulaire	38
M.2.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général	38
M.3.	CLAUDE DE SAUVEGARDE	39
M.4.	RESILIATION ANTICIPEE : DECOMPTÉ DANS LE CADRE DE LA PSE	39
N.	DIVERS	40
N.1.	TRIBUNAL COMPETENT	40
N.2.	REALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	40
N.3.	ELECTION DE DOMICILE	40
N.4.	DROIT ET LANGUES	40
N.5.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	40

GLOSSAIRE APPLICABLE AU PRESENT DOCUMENT

→Le « **Maître d'ouvrage** », « **Acheteur** », « **Pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le Titulaire.

→Le « **représentant du Maître d'ouvrage** » est la personne dûment habilitée par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

→Le « **Titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le **Maître d'ouvrage**. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

→La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de la notification.

→Les « **prestations** » désignent, selon l'objet du marché, des services ou des travaux.

→ « **L'avenant** » est l'acte par lequel le **Maître d'ouvrage** et le **Titulaire** conviennent de modifier ou de compléter une ou plusieurs des clauses du marché. Cette modification ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet, de substituer au contrat initial un autre contrat, soit parce que son économie en serait bouleversée, soit parce que son objet ne serait plus le même.

→La « **réfaction** » est la décision prise par le **Maître d'ouvrage** de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

→Le « **rejet** » est la décision prise par le **Maître d'ouvrage** qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

→La « **forclusion** » est la sanction civile qui, en raison de l'échéance du délai qui était légalement imparti pour faire valoir ses droits, éteint l'action dont disposait le Titulaire pour les faire reconnaître.

A. DISPOSITIFS GENERALES

A.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'exploitation et la maintenance des installations de chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation et ventilation de l'IMT Mines Albi.

Ces installations sont la propriété du Maître d'ouvrage.

La description des spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Le marché est passé sous la forme d'un appel d'offres en application des articles R.2124-2 1°, R.2161-1 à -5, R. 2162-1 à -6 et R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum du présent accord-cadre est fixé à 3.500.000,00 € HT sur la durée totale du marché.

Les prestations du présent marché comprennent :

- Marché Comptage avec Intéressement (MCI) P1 – P2 pour la chaufferie centrale biomasse + gaz alimentant le site principal de l'école avec en Prestation Supplémentaire Eventuelle des prestations de gros entretien renouvellement (P3) de la chaufferie biomasse ;
- Marché Température avec Intéressement (MTI) P1 – P2 pour l'ensemble des chaufferies gaz réparties sur les différents sites assurant le chauffage et, le cas échéant, la production d'eau chaude sanitaire, à l'exception des chaudières individuelles des logements ;
- Combustible Prestations (CP) – P1 – P2 pour les installations de chauffage du bâtiment Innov'Action et pour les chaudières individuelles des logements (Villas et Logements Gardiens) ;
- Prestations Forfaitaires – P2 pour l'ensemble des équipements de traitement d'air, de production de froid, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire électrique, les équipements électriques, les dispositifs de protection des réseaux et les autres équipements listés en annexe 2 au CCTP.

Le présent marché est conclu :

✚ à prix unitaires concernant la fourniture de combustible P1 :

- le marché est du type MT avec Intéressement : **la fourniture d'énergie P1 est réglée à prix forfaitaire suivant les dispositions fixées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP - Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (GEM/CC).**
- le marché est du type MC avec Intéressement (site avec combustible biomasse) : **la fourniture d'énergie P1 est réglée à prix unitaires en vertu de la chaleur produite et mesurée au compteur en sortie de production** suivant les dispositions fixées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision

n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP - Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (GEM/CC).

- ✚ à prix forfaitaire concernant les prestations P2 et la prestation supplémentaire éventuelle (PSE) P3 : l'exploitation, la maintenance préventive et corrective avec Garantie Totale des installations y compris la fourniture de petits matériels consommables nécessaires au bon fonctionnement de ces installations, sont traitées à prix forfaitaire.
- ✚ les prestations liées aux travaux de modification, d'amélioration, de modernisation et de mise en conformité sont traitées à prix unitaires. Le Titulaire devra remettre à l'acheteur un devis détaillant la prestation. A réception de ce devis et après acceptation par le service, le Maître d'ouvrage émettra un bon de commande.
- ✚ Pour ces travaux, les prestations seront commandées au fur et mesure des besoins par l'émission de bons de commande conformément aux dispositions des articles R.2162-5 et R.2162-13 et -14 du Code de la commande publique.

A.2. DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prendra effet au 1^{er} octobre 2025 ou à compter de la date de notification si elle est postérieure, pour une durée de **5 ans** ferme.

A.3. NATURE DES PRESTATIONS PREVUES

Le présent marché prévoit la **réalisation simultanée des objectifs suivants** :

→ La « **Maintenance** », c'est-à-dire le maintien en bon état de fonctionnement des installations ainsi que des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations.

→ La « **qualité de service** » répondant aux exigences décrites dans le présent CCAP et le CCTP comprenant notamment :

- ✚ la continuité de service,
- ✚ le respect des délais,
- ✚ les informations tant aux usagers qu'au Maître d'ouvrage,
- ✚ la précision de réglages techniques sur les installations.

→ La « **communication** » est l'engagement de toutes les parties à fournir tous les éléments essentiels du contenu du contrat aux équipes techniques du Titulaire.

→ « **L'obligation de résultat** », c'est l'engagement du Titulaire à assurer le fonctionnement correct, permanent et en toute sécurité des installations qui lui sont confiées et ce, quelles que soient les conditions, le tout dans le respect des exigences fixées par le marché.

Le Titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultat, objectif de ce marché.

B. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'acte d'engagement et ses annexes,
- ✚ Le Cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (CDPGF),
- ✚ Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- ✚ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi que tous les textes qui y sont indiqués,
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié,
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes ainsi que tous les textes qui y sont indiqués,
- ✚ Les avenants postérieurs à la notification du marché,
- ✚ Le mémoire technique et environnemental du Titulaire,
- ✚ Le récapitulatif des questions/réponses,
- ✚ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les pièces générales sont les documents applicables en vigueur à la date de remise de l'offre. Ces pièces sont notamment :

- ✚ Guide de l'achat public éco-responsable – l'efficacité énergétique dans les marchés d'exploitation de chauffage et de climatisation pour le parc immobilier existant Version 2 du 4 avril 2006 - Groupe Permanent d'Etude des Marchés « Développement Durable, Environnement » modifié ou complété, en vigueur,
- ✚ Guide sur l'achat public d'énergie -Groupe d'étude des marchés « aménagement et équipement durables dans le bâtiment » Version 1.0 Mars 2015 modifié ou complété, en vigueur
- ✚ Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF, du CSTB, et du C.E.B.T.P, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n°84.74 du 26 Janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation, les Cahiers des Clauses Techniques des DTU.
- ✚ Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.
- ✚ Les documents techniques COPREC relatifs aux essais et vérifications de fonctionnement effectués par le Titulaire.
- ✚ Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation édictées par le décret n°69-596 du 14 Juin 1969 et les arrêtés.

- ✚ Le règlement sanitaire Départemental du département ou se situent les installations.
- ✚ Les règlements de voirie éventuels applicables dans la ville ou se situent les installations.
- ✚ Les prescriptions des décrets, arrêtés, règlements et normalisations complétant ou modifiant les documents ci-dessus, en vigueur au jour de la date des offres.
- ✚ Les arrêtés municipaux particuliers à la ville ou se situent les installations.
- ✚ Le guide des Marchés Publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces générales sont réputées connues des parties.

C. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

C.1. MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles sont réputées acceptées par le Titulaire.

Ces réglementations sont également valables pour les sous-traitants.

C.2. ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS

C.2.1. Sécurité des travailleurs intervenant en chaufferie

Le Titulaire devra se soumettre et respecter les articles R.4227-15 à R.4227-20 du Code du Travail relatif à la sécurité en chaufferies.

C.2.2. Sécurité des travailleurs intervenant en toiture/hauteur

Le Titulaire devra se soumettre et respecter les articles R.4224-5, R.4224-8 et R.4214-5 du Code du Travail.

C.2.3. Sécurité et protection de la santé

Le Titulaire se conformera aux différents textes en vigueur relatifs aux obligations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, notamment à la directive européenne n°92/57/CEE du 24 juin 1992, à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 (notamment l'article L.4532-2 du Code du Travail) et des décrets et arrêtés pris pour son application, ainsi qu'aux stipulations du C.C.T.P.

C.2.4. Préventions des risques professionnels

En application des dispositions réglementaires en matière de prévention des risques professionnels (articles R-4121.1 à R-4121.4 du Code du Travail), le Titulaire est tenu de prendre toutes dispositions destinées à prévenir les risques liés à d'éventuelles interférences entre ses interventions, celles du personnel du Maître d'ouvrage et de tout autre prestataire intervenant pour le compte de ce dernier.

Le Maître d'ouvrage tient à sa disposition une liste des intervenants et la nature des interventions susceptibles d'interférer avec celles exercées par le Titulaire dans le cadre du présent marché.

Préalablement à son intervention et conjointement avec le Maître d'ouvrage, le Titulaire établira un plan de prévention.

Le Titulaire devra également :

- ✚ Communiquer au Maître d'ouvrage les consignes de sécurité concernant ses interventions contractuelles,

- ✚ Effectuer une inspection commune des lieux de son intervention en présence des autres entreprises (si nécessaire) et/ou du représentant du Maître d'ouvrage susceptible d'intervenir en même temps qu'elle,
- ✚ Etablir si nécessaire, à la suite de cette inspection, une analyse des risques encourus par l'ensemble des intervenants (y compris les risques d'agressions verbales ou physique),
- ✚ Formaliser les mesures de prévention nécessaires (balisage, procédures d'alerte, consignes, etc.),
- ✚ Les communiquer au représentant du Maître d'ouvrage et aux autres entreprises concernées.

En cas de changement du contenu ou du déroulement des prestations prévues au titre du présent marché, le Titulaire est tenu de veiller au maintien de l'adéquation du dispositif qu'il a proposé aux nouveaux risques décelés.

C.2.5. Protection de l'environnement

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage. A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du Maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles donnera lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

C.3. SOUS-TRAITANCE

C.3.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les règles relatives à la sous-traitance sont prises en application des dispositions de l'article R.2193-1 et suivants du Code de la Commande publique.

Le Titulaire ne pourra sous-traiter qu'une partie de son marché, la conduite courante des installations ne pourra pas faire l'objet d'une sous-traitance.

Le Maître d'ouvrage acceptera **exceptionnellement** la sous-traitance des prestations relevant des compétences CVC du Titulaire, sous réserve du dossier d'agrément (DC4) du sous-traitant précisant ses compétences en la matière.

C.4. CAS DE FORCE MAJEURE, GREVE

C.4.1. Cas de force majeure

En cas de force majeure, de quelque nature que ce soit, mettant le Titulaire dans l'impossibilité d'effectuer ses services, ce dernier devra rechercher avec le Maître d'ouvrage toutes mesures satisfaisantes. Pour y pallier et dès lors que l'impossibilité ne concerne que l'entreprise Titulaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prononcer unilatéralement, et sans qu'il soit besoin de recourir à la juridiction compétente, la résolution du présent contrat, aux torts et risques du Titulaire. Les dispositions qui précèdent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage. Il en est de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

C.4.2. Grève

En cas de grève, le Titulaire devra informer le Maître d'ouvrage au plus tard 24 heures après le dépôt du préavis. Le Maître d'ouvrage se réserve alors le droit de faire intervenir une société aux frais et risques du Titulaire gréviste.

C.5. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement sera réalisé suivant les modalités prévues aux articles s'y référant pour chacune des prestations, en faisant porter les sommes au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

C.6. REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Maître d'ouvrage par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Tant que les prestations restent la propriété du Titulaire, c'est-à-dire non réceptionnées, celui-ci est, sauf faute du Maître d'ouvrage, seul responsable des dommages subis par ces prestations du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou de catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le Maître d'ouvrage au matériel du Titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

C.7. OBLIGATION D'ASSURANCE

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux personnes, aux biens ou aux installations dont il assure la conduite, que ceux-ci proviennent de ses salariés, de ses sous-traitants, ou de tout intervenant dont il a la charge, ainsi que ceux consécutifs aux matériels et matériaux, équipements et installations ou travaux qu'il a mis en œuvre.

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le Titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Ce contrat doit être en vigueur à la date du début d'exécution du marché. Il couvrira l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le Maître d'ouvrage ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du marché.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, il s'engage, sur toute demande faite par le pouvoir adjudicateur ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

Le Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels devront obligatoirement fournir au Maître d'ouvrage, chaque année, un justificatif de leur assurance à la date anniversaire de leur contrat

d'assurance. La première attestation devra être détaillée par la compagnie d'assurance et fournie avec l'offre ou avant la date de prise d'effet du marché.

A défaut de production dans un délai de 2 mois (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément à l'article 42 du CCAG-FCS.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de demander au Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

En tout état de cause, la garantie relative aux dommages matériels devra couvrir la réfection à neuf des dégâts causés aux immeubles concernés par les travaux objets du présent marché (Maintenance, dépannage ou travaux) et aux avoisinants. La garantie sera identique pour les dommages causés aux tiers.

Pour les travaux qui relèvent de la responsabilité décennale due par les constructeurs selon les articles 1792 et 2270 du code civil, le Titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels devront justifier être titulaire d'une police de responsabilité décennale couvrant les conséquences de leur responsabilité de constructeur vis à vis du Maître d'ouvrage et des propriétaires successifs de l'ouvrage.

Ce contrat devra être souscrit et valide à la date d'ouverture du chantier pour un montant suffisant par rapport au marché qui lui a été confié.

Pour les travaux de génie civil ce contrat devra être géré selon le principe de capitalisation.

C.8. PERSONNEL TITULAIRE

Le contrat est placé sous la conduite d'un responsable technique qui est l'interlocuteur direct auprès du Maître d'ouvrage. Il est présent sur le site sur convocation du responsable du Maître d'ouvrage et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du Titulaire. A ce titre, il produira une délégation justificative qu'il est habilité à représenter le Titulaire.

Il est notamment responsable :

- ✚ Du respect des plannings,
- ✚ Du contrôle de la qualité des prestations,
- ✚ De l'organisation du travail,
- ✚ Du suivi du contrat de façon générale,
- ✚ De l'information auprès du Maître d'ouvrage,
- ✚ De la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant.

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le Titulaire, doit être préalablement agréé par le Titulaire et le Maître d'ouvrage. Il est le seul autorisé à intervenir sur les immeubles objets du contrat.

A cet effet, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage la liste nominative du personnel d'intervention en début de contrat et s'engage à la maintenir à jour en cas de changement dans la composition du personnel appelé à intervenir.

Le Titulaire est tenu d'informer le Maître d'ouvrage par courrier recommandé de tout changement d'adresse, de numéro de téléphone (bureaux et astreinte), de personnel, etc...

La raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone du Titulaire et de la permanence devront être apposés sur la porte d'entrée de tous les locaux techniques dans lesquels il pourrait avoir à intervenir.

Le personnel d'intervention du Titulaire est soumis :

- ✚ Aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- ✚ Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site. Signaler son arrivée et son départ de tous les sites où son personnel intervient.

À la suite de l'observation d'une incompétence ou d'une faute avérée de la part d'un technicien, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser l'intervention de ce technicien sur site. De ce fait le Maître d'ouvrage pourra demander le changement de technicien

C.9. PIÈCES À PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

Le Titulaire transmettra au Maître d'ouvrage les documents stipulés aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, et ce tous les 6 mois.

D. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)

Dans le cadre des certificats d'économie d'énergie, une obligation de réalisation d'économies d'énergie est imposée par les Pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie (électricité, gaz, chaleur, froid). Certaines prestations réalisées au titre du présent contrat sont éligibles à l'obtention de certificats d'économie d'énergie. Seul le Maître d'ouvrage reste propriétaire de ces certificats. Le Titulaire ne pourra en aucun cas en faire usage notamment dans le cadre de travaux réalisés au titre du P3. Cependant, le Titulaire peut proposer le rachat de ces CEE au Maître d'ouvrage sous la forme d'un avoir sur le devis P3.

Le Titulaire veillera aux caractéristiques des équipements choisis pour favoriser l'obtention des CEE.

Les documentations techniques et les certifications ou labels exigés dans les fiches d'opérations standardisées doivent être fournis au Maître d'ouvrage.

La facture ou le mémoire de travaux émis au Maître d'ouvrage doit préciser les données (notamment quantitatives) nécessaires au calcul du montant de kWh cumac correspondant à l'opération standardisée.

Les attestations portant sur les CEE adressées à l'entreprise (par courrier postal ou voie électronique) avant l'établissement du procès-verbal de réception doivent être retournées, par cette dernière, au Maître d'ouvrage, huit (8) jours calendaires, après les avoir reçues, dûment complétées et signées.

E. FORME ET CONTENU DES PRIX – DEFINITIONS

E.1. GENERALITES

Les prix sont réputés établis selon les indices définis par le présent CCAP.

Il sera fait application des taux de T.V.A. en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

E.2. DJU CONTRACTUELS

Il est précisé que les degrés-jours à prendre en considération sont ceux de base :

$X = 18^{\circ} \text{ C}$, base Météoclim, publié par le COSTIC :

Station Albi Le Sequestre : 2 295 DJU

Dans le cas où la station météorologique viendrait à interrompre ses relevés pour une période donnée, les DJU de ladite période seront estimés à partir des éléments de calculs fournis par une autre station la plus représentative du secteur concerné, déterminée conjointement par le Maître d'ouvrage et le Titulaire.

E.3. DJU REELS

Il est précisé que les degrés-jours à prendre en considération sont ceux de base :

$X = 18^{\circ} \text{ C}$, base Météoclim, publié par le COSTIC :

Station Albi Le Séquestre

Les DJU des jours de mise en chauffe et d'arrêt des installations seront intégralement pris en compte.

E.4. CONSOMMATION DE BASE NB, N'B ET NC, N'C

NB - Définition

NB est la quantité de combustible/énergie contractuelle théoriquement nécessaire pour assurer le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par le nombre contractuel de degrés-jours de base (cf. ci-dessus). Les quantités de NB indiqués dans la DPGF sont celles proposées par le Titulaire dans sa réponse au dossier d'appel d'offre du marché. Le Titulaire reconnaît avoir obtenu toutes les facilités pour se rendre sur place et visiter les différents locaux, il déclare avoir pris connaissance de la constitution des bâtiments (bâti, etc.) et de la consistance des installations.

La valeur contractuelle des NB, est portée dans l'acte d'engagement.

N'B - Définition

N'B est la quantité de combustible/énergie contractuellement nécessaire au chauffage des locaux, pendant la durée effective de chauffage, dans les conditions climatiques de la saison considérée (DJU réels).

N'B = NB x DJU réels/DJU contractuels

En cas d'interruption du chauffage d'une durée supérieure à 24 h pendant la période de chauffage, les DJU correspondants à cette durée seront déduits des DJU réels.

E.5. REVISION ET MODIFICATION DE LA VALEUR NB

E.5.1. Révision des NB

Si la quantité de combustible NC est inférieure de plus de 10% (dix pour cent) de la consommation théorique N'B pendant deux exercices successifs, ou de plus de 15% (quinze pour cent) au cours d'un seul exercice, par dérogation au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987), le marché pourra être négocié en vue d'une diminution du NB contractuel.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité, à la demande de l'une des parties.

E.5.2. Modification de la valeur de base NB

Le Titulaire reconnaît avoir été informé que le Maître d'ouvrage peut être amené à mettre en œuvre des mesures d'économie (isolations intérieures ou extérieures, remplacement de menuiseries, refonte de chaufferie, GTB...) sur certains bâtiments selon un programme qui lui sera communiqué au fur et à mesure.

En outre, dans le cas de travaux de rénovation réalisés durant une ou plusieurs saisons de chauffe, l'intéressement sera neutralisé la ou les saisons des travaux.

Après travaux, le NB sera diminué par voie d'avenant en fonction des pourcentages d'économie, calculés par les Bureaux Etudes Travaux chargés des études, le Titulaire pouvant faire vérifier ces calculs contradictoirement.

Dans le cas de refonte complète des installations ou d'isolation totale d'un bâtiment, il pourra être revu après un exercice, sous réserve d'un accord entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage.

Si un établissement venait à avoir un agrandissement, le Titulaire proposerait une nouvelle quantité de référence NB à l'issue d'une année probatoire. Après validation par le Maître d'ouvrage, le nouveau NB fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord, le marché pourra être résilié de plein droit, sans indemnité, à la demande de l'une des parties.

E.5.3. Période Probatoire

Pour les sites sans NB indicatif donné dans l'Acte d'Engagement ou pour les sites ajoutés par voie d'avenant en cours de marché et pour lesquels aucun historique de consommation ne serait connu, un NB sera proposé par le Titulaire à l'issue de la première saison de chauffe en fonction des résultats observés durant celle-ci. Les cibles retenues seront ensuite contractualisées par avenant.

E.5.4. Modification longue en cours d'exercice

En cas de travaux engagé par le Maître d'ouvrage impactant la conduite ou la consommation du site il pourra être décidé, et sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer, de neutraliser l'intéressement sur les périodes impactées par les travaux.

E.6. CONSOMMATION REELLE : NC

NC est la quantité de combustible/énergie réellement consommée pour le chauffage des locaux pendant la période de chauffage. La quantité de combustible ou d'énergie NC consommée pour le chauffage des locaux est prise égale à la quantité totale de combustible ou d'énergie consommée pendant la période de chauffage diminuée de celle nécessaire au réchauffage de l'eau chaude

sanitaire et autres usages gaz (ex : cuisine).

En l'absence du traitement des factures de chacune des opérations, les consommations sont traitées à partir des relevés d'index des compteurs de la manière suivante :

🌿 Cas du gaz naturel :

- 300 mbar → relevé en m3 x 14.535 kWhPCS/m3
- 20 mbar → relevé en m3 x 11.628 kWhPCS/m3

Pour les sites dont :

- 🌿 la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire est commune et qui bénéficie d'un sous comptage d'ECS,
- 🌿 ou l'alimentation de gaz cuisine et chauffage est commune avec le compteur général,
- 🌿 ou l'alimentation en gaz des logements (chauffage et/ou cuisine) est commune avec le compteur général,

$$NC = NT - (qECS \times m3ECS) - \text{ConsoCuisine} - \text{ConsoLogement}$$

Dans cette relation :

- NT = quantité totale d'énergie réellement consommée, relevée au compteur général et exprimée en quantité de gaz/fioul livrée convertie en unité de vente,
- qECS = quantité d'énergie commune au chauffage nécessaire au réchauffage d'un m3 d'eau chaude sanitaire stipulée sur l'acte d'engagement,
- m3ECS = quantité d'eau chaude sanitaire consommée,
- ConsoCuisine = quantité d'énergie utilisée par les cuisines,
- ConsoLogement = quantité d'énergie utilisée par les logements.

Pour les sites où :

- 🌿 Les consommations d'ECS ne sont pas connues où si le système de chauffage est indépendant de la production ECS, alors :

$$NC = NT - \text{ConsoCuisine} - \text{ConsoLogement}$$

- 🌿 Les consommations de gaz cuisine ne sont pas connues où si le système de chauffage est indépendant de la consommation cuisine, alors :

$$NC = NT - (qECS \times m3ECS) - \text{ConsoLogement}$$

- 🌿 Les consommations des logements ne sont pas connues où si le système de chauffage est indépendant de la consommation logement, alors :

$$NC = NT - (qECS \times m3ECS) - \text{ConsoCuisine}$$

- 🌿 Pour les sites où les sous-compteurs sont absents (ECS, Cuisine, logement, autres) ou si la production de chauffage est indépendante, alors $NC = NT$

Nota : pour la détermination du NC sur les sites où la chaleur est facturée en énergie utile, il sera privilégié l'utilisation des compteurs de chaleur comptabilisant directement la consommation chauffage sans soustraction de sous comptage. En cas d'absence de compteur, le Titulaire sera force de proposition. Avant la fin du premier exercice, le Titulaire étudiera les possibilités de mise en place des compteurs requis pour établir le calcul de l'intéressement. La mise en place des compteurs se fera sur devis hors contrat.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'améliorer son plan de comptage au fur et à mesure du déroulement du contrat d'exploitation en fonction de la pertinence des améliorations proposées.

E.7. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (COMBUSTIBLE OU ENERGIE INTEGRANT CHAUFFAGE)

En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste du compteur de combustible/énergie intégrant la production de chauffage, la quantité de combustible/énergie prise en compte pour le calcul du NC, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédant la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$NC1 = NC1' \times DJU1/DJU1'$$

Où :

NC1 est la quantité après correction

NC1' est la quantité fournie pendant 1 mois de régime établi

DJU1 est le nombre de Degrés Jours Unifiés constatés à la station météo de référence pendant la période où le compteur a été défaillant

DJU1' est le nombre de Degrés Jours Unifiés constatés dans les mêmes conditions pendant la période de référence où a été fournie NC1'

E.8. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (ECS)

En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste du compteur d'ECS, la quantité d'ECS prise en compte, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédant la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$Ne = Ne' \frac{J}{30}$$

Ne : Quantité d'ECS à prendre en compte pendant la durée de défaillance du compteur.

Ne' : Quantité d'ECS consommée pendant les 30 jours après la remise en état du compteur.

J : Nombre de jours de défaillance du compteur.

E.9. DEFAILLANCE DU COMPTEUR (CUISINE)

En cas de défaillance ou de dérèglement manifeste du compteur de cuisine, la quantité d'énergie prise en compte, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédant la défaillance et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

$$Ne = Ne' \frac{J}{30}$$

Ne : Quantité d'énergie à prendre en compte pendant la durée de défaillance du compteur.

Ne' : Quantité d'énergie consommée pendant les 30 jours après la remise en état du compteur.

J : Nombre de jours de défaillance du compteur.

F. FORME ET CONTENU DES PRIX – P1

Les fournitures, services et prestations visés au présent marché seront effectués sur les bases suivantes :

- ✚ la fourniture du combustible sera assurée par le Titulaire qui en assurera la gestion, sous sa responsabilité, dans le cadre d'un marché de résultats comportant des clauses d'intéressement telles que précisées par le présent C.C.A.P.,
- ✚ le Titulaire devra procéder à la recherche du meilleur prix de l'énergie et sera responsable de la pérennité et de la qualité des approvisionnements, de la maîtrise des coûts et des comptages.

F.1. LE COMBUSTIBLE P1 (P1CHAUFFAGE, P1ECS, P1 ANNEXE ET P1 ABONNEMENT)

Le Terme P1 correspond à la fourniture de combustible par le Titulaire (sites en CPI et MCI) :

$$P1 = P1C + P1 ECS + P1 Annexes + P1 Abonnement + P1 CGO$$

où :

P1 est le prix pour la fourniture du combustible totale nécessaire à l'ensemble des usages du site

P1 C (Chauffage) est le prix pour la fourniture du combustible nécessaire au chauffage

P1 ECS est le prix pour la fourniture du combustible nécessaire au réchauffage de l'eau (production d'Eau Chaude Sanitaire (ECS))

P1 Annexes est le prix pour la fourniture du combustible aux annexes : cuisines et logements

P1 Abonnement est le prix pour le montant lié à la part d'abonnement du contrat de fourniture de combustible.

P1 CGO est le prix lié à l'achat de Certificats de Garantie d'Origine pour le gaz naturel utilisé en appoint secours de la chaufferie biomasse alimentant le bâtiment enseignement recherche

Pour les sites concernés par une prestation P1, le Titulaire assurera la fourniture en combustible et énergie (gaz naturel, biomasse) en qualité et quantité suffisantes pour assurer dans de bonnes conditions les prestations demandées au présent marché, et répondre ainsi à son obligation de résultat.

Le marché comporte une clause d'intéressement qui est appliquée à la fin de chaque exercice. Celle-ci prévoit le partage des économies de consommation de combustible par rapport à une consommation de base définie pour un hiver moyen.

Elle s'applique sur la totalité des économies ou des excès de consommation de combustible constatés.

Le Titulaire établit dans son marché la consommation prévisionnelle annuelle de chauffage NB et le qECS nécessaire au calcul du coût de réchauffage de l'eau chaude sanitaire.

Dans le cas d'installations de production d'eau chaude sanitaire solaires, la définition du qECS par le Titulaire doit tenir compte de l'apport de l'installation solaire.

Le mode de calcul de l'intéressement est fixé par le présent CCAP.

Les prix du combustible pour les besoins du chauffage et de l'eau chaude sanitaire sont exprimés en € H.T/MWh PCS pour le gaz, en € H.T/MWh utiles pour les sites biomasse + gaz (vente de chaleur) et correspondent aux prix mensuels prorata temporis de la période considérée.

De manière à tenir compte des évolutions du prix du gaz, le Titulaire fournira sur demande au Maître d'ouvrage toutes les factures relatives à l'achat d'énergie.

G.FORME ET CONTENU DES PRIX – P2

Le terme P2 correspond aux prestations de surveillance, conduite et petit entretien :

$$\mathbf{P2 = P2.1 + P2.2 + P2.3 + P2.4 + P2.5 + P2.6}$$

où :

- ✚ P2.1 est le prix global des prestations de surveillance, conduite, petit entretien, réputées nécessaires pour assurer le chauffage des locaux.
- ✚ P2.2 est le prix global des prestations de surveillance, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour assurer la production et la distribution de l'eau chaude sanitaire.
- ✚ P2.3 est le prix global des prestations de surveillance, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour assurer la ventilation et le traitement d'air.
- ✚ P2.4 est le prix global des prestations de surveillance, conduite, petit entretien réputées nécessaires pour assurer la climatisation des locaux.
- ✚ P2.5 est le prix global des prestations d'entretien des dispositifs de protection des réseaux.
- ✚ P2.6 est le prix global des prestations d'entretien des équipements électriques Courants Forts.

La justification des prix P2.1, P2.2, P2.3, P2.4, P2.5, P2.6 est donnée dans le CDPGF.

Le descriptif des prestations P2 est donné au C.C.T.P.

H. FORME ET CONTENU DES PRIX – PSE P3

Le marché comprend une clause de « Gros Entretien des installations avec garantie totale transparente » P3.

A ce titre, le Titulaire doit effectuer tous travaux et fournitures permettant le bon fonctionnement des installations pendant la durée d'exécution du marché.

Le poste P3 (Garantie Totale des installations) est réglé à prix global et forfaitaire annuel par site. Il se décompose pour chaque site comme suit :

- ✚ P3.1 : Prix global et forfaitaire annuel pour assurer le gros entretien, le renouvellement et la garantie totale des installations de chauffage

Le Maître d'ouvrage verse au Titulaire une somme globale révisable pour lui permettre d'assurer son obligation de gros entretien, de remplacement et de renouvellement nécessaire au maintien des installations en bon état de fonctionnement.

Les obligations du Titulaire sont indépendantes de l'état du compte d'exécution. Il s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le Titulaire remplace les équipements en tenant compte des obligations mentionnées dans le CCTP en ce qui concerne les marques et type de matériel.

Pour les travaux urgents concernant la continuité de la production, la sécurité des personnes et des biens, le Titulaire garde l'initiative de l'utilisation des sommes versées.

Cependant, il doit justifier de l'utilisation de cette somme dans un délai maximum de 15 (quinze) jours ouvrables à compter de l'incident.

Le Titulaire doit soumettre toute proposition de travaux à l'approbation préalable du Maître d'ouvrage.

Si le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, le Maître d'ouvrage peut apprécier l'opportunité et l'intérêt de substituer ce matériel par des matériels de principe et de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation des installations.

Dans le cas où le remplacement conduit à une différence de prix par rapport à celui du remplacement contractuel, les travaux peuvent être financés par le Maître d'ouvrage qui convient avec le Titulaire, du remaniement des prix P2 et P3 par voie d'avenant.

La participation du Titulaire ne peut être inférieure à la valeur de remplacement des matériels d'origine par des matériels équivalents (performance, qualité, garantie) et il doit être tenu compte des dates de remplacement, à l'identique ou non, des matériels en cours de marché.

Pour toutes les opérations réalisées au titre du P3, le Titulaire doit respecter le coefficient de marge fixé à l'acte d'engagement qu'il appliquera sur la fourniture des pièces échangées. Pour justifier cette dépense, il joindra obligatoirement un double des factures des pièces détachées.

Dans tous les cas de travaux réalisés, le Titulaire doit fournir au Maître d'ouvrage le détail des travaux réalisés avec les matériels, marque et type, qualité et quantité, le temps passé et les coûts, dans un délai de 2 (deux) semaines après remise en service de l'installation concernée.

Dans un délai de 3 (trois) mois suivant la clôture de chaque exercice annuel, soit le 31 mars au plus tard, le Titulaire établit et remet au Maître d'ouvrage un compte global d'exécution qu'il a réalisé au titre de la garantie totale.

L'absence de remise de ces documents à cette échéance équivaldrait au fait qu'il n'y a pas eu de dépense au titre de la garantie totale au cours de l'exercice considéré et en conséquence lors du décompte définitif à l'expiration du marché, cet exercice sera considéré comme étant exécuté sans dépense P3.

Cet état fait apparaître le solde S_n (solde de l'exercice n) à la fin dudit exercice (n) obtenu en utilisant la formule :




Si S_n est négatif :

$$S_n = S_{n-1} + (P3_n - D_n)$$

Si S_n est positif :

$$S_n = S_{n-1} + (P3_n - D_n) + (S_{n-1} + (P3_n - D_n))$$

Avec

-  S_{n-1} = le solde des exercices précédents
-  $P3_n$ = le montant P3 perçu au titre de l'exercice (n)
-  D_n = le coût des matériels installés durant l'exercice (n) sur la base des prix facturés par les fournisseurs ou les sous-traitants, avec application des coefficients fixés à l'acte d'engagement + le coût de la main d'œuvre.

Le compte d'exécution définitif est remis au Maître d'ouvrage dans un délai de trois mois suivant la fin du marché. Si le solde est positif (montant total des dépenses inférieures au montant total de la redevance versée), le Titulaire reverse la totalité du solde au Maître d'ouvrage ; si le solde est négatif, le Titulaire prend la différence à sa charge sauf dans les cas et conditions définies ci-après dans le présent CCAP.

Sur décision du Maître d'ouvrage, le solde positif peut être affecté à l'exécution de travaux d'amélioration.

I. PSE - GESTION DU COMPTE DE LA GARANTIE TOTALE

Conformément au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987) et dans le cadre de la loi n°74-908 du 29 octobre 1974, la Garantie Totale fera l'objet d'une gestion financière transparente.

A la prise d'effet du marché, le solde du compte P3 est nul.

I.1. PROPOSITIONS DE TRAVAUX PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à prévenir le Maître d'ouvrage de tous travaux ayant trait à la GARANTIE TOTALE.

La transmission des propositions de travaux entrant ou non dans le cadre de la garantie totale se fera sur support papier ou dématérialisé suivant la demande du Maître d'ouvrage.

Le support de transmission, le mode, le format, la forme et le contenu des propositions de travaux dématérialisées ou papier sont soumis aux exigences et à la validation du Maître d'ouvrage.

I.1.1. Cas général

Tous les travaux à réaliser dans le cadre de la GARANTIE TOTALE – GROS ENTRETIEN - RENOUELEMENT du matériel doivent préalablement faire l'objet d'une demande d'imputation P3 à transmettre au Maître d'ouvrage pour analyse et avis avant mise en œuvre.

Tous travaux engagés sans accord préalable ne seront pas pris en charge au titre du P3. Le Titulaire prendra alors en charge financièrement la totalité des travaux engagés.

I.1.2. Cas d'urgence

En cas d'urgence, l'imputation des travaux au titre de la Garantie Totale fera l'objet d'une régularisation ultérieure.

Par dérogation à ce qui précède (paragraphe « cas général »), le Titulaire assure en cas d'incident les travaux qui nécessitent une intervention immédiate sous peine de déficience de l'installation mettant en échec la permanence des résultats contractuels.

Le Titulaire prend de sa propre initiative des mesures d'urgence et avertit sans délai et immédiatement par téléphone le Maître d'ouvrage de l'incident qui a motivé son intervention, des moyens employés et des travaux engagés.

Le Titulaire confirme au Maître d'ouvrage cette information par courrier ou courriel dans un délai de quinze (15) jours ouvrables après l'incident en précisant, notamment :

- ✚ la gravité du désordre,
- ✚ les possibilités et délais de remise en service,
- ✚ les risques éventuels et ultérieurs de nouveaux désordres,
- ✚ le détail des prestations à réaliser et restant à réaliser au titre du P3,
- ✚ la demande d'imputation P3.

Le Maître d'ouvrage adresse en retour au Titulaire ses éventuelles observations et avis sur la demande d'imputation P3 et régularise ainsi la situation administrative.

En cas de non-transmission de demande d'imputation P3, quinze (15) jours ouvrables après l'incident, les travaux ne seront pas pris en charge par le Maître d'ouvrage au titre du P3. Le Titulaire prendra alors en charge financièrement la totalité des travaux engagés.

I.2. DECISION DE TRAVAUX PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de décider de l'exécution de travaux entrant ou non dans le cadre de la garantie totale qui seront exécutés par le Titulaire et imputés au débit du compte de garantie totale P3 si les conditions suivantes sont remplies simultanément :

- ✚ **les 3 premiers exercices sont terminés ;**
- ✚ Après imputation des travaux décidés par le Maître d'ouvrage, le solde du compte de garantie totale doit au minimum être égal à une fois et demie la redevance annuelle (valeur marché).

Dans le cas où le Maître d'ouvrage ne serait pas d'accord sur le prix des travaux, celui-ci serait déterminé soit :

- ✚ Par voie d'expertise ;
- ✚ Par voie de consultation, le Maître d'ouvrage réservant le droit dans ce cas, de faire exécuter les travaux par une entreprise de son choix.

Ces travaux seraient alors réglés par le Titulaire et affectés au compte de la garantie totale.

I.3. DECOMPTE ANNUEL P3

Le Titulaire doit remettre au Maître d'ouvrage, dans les trois mois suivant la fin de l'exercice, l'état du solde P3. Ce document inclus au rapport d'exploitation doit mentionner a minima :

- ✚ le détail des recettes de l'exercice écoulé (montant Hors Taxes et TTC des pièces de facturation, montant total des recettes) ;
- ✚ Le détail des dépenses de l'exercice écoulé (montant Hors Taxes et TTC, montant total des dépenses) ;
- ✚ Le solde annuel de l'exercice écoulé et le solde annuel des exercices précédents en euros Hors Taxes ;
- ✚ Le solde global du marché en euros Hors Taxes.

Ce document fera l'objet d'une validation par le Maître d'ouvrage, qui auront la possibilité de réfuter tout ou partie des imputations et des montants mentionnés, sur la base des demandes d'imputation P3 transmises et validées en cours d'exercice.

L'absence de remise de décompte lors de l'arrêt des comptes annuels P3 et au plus tard au **1^{er} juin**, équivaldrait au fait qu'il n'y a pas eu de dépenses engagées au titre de la Garantie Totale au cours de l'exercice considéré et, en conséquence, lors du décompte définitif à l'expiration du marché, l'exercice considéré sera considéré comme étant exécuté sans dépense P3.

De plus, passée l'échéance prévue, ou si le décompte présenté est incomplet, le Titulaire sera réputé avoir manqué à ses obligations.

En parallèle de l'application des pénalités, les manquements aux obligations définies ci-dessus entraîneront la résiliation du présent contrat dans les conditions définies à l'article « RESILIATION DU MARCHE » du CCAP.

I.4. REPARTITION DU SOLDE A L'EXPIRATION DU MARCHE

A l'expiration du marché, le Titulaire apurera le compte de la GARANTIE TOTALE de la manière suivante :

I.4.1. Solde positif

Par dérogation au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987), 100 % (cent pour cent) des provisions restantes seront restituées au Maître d'ouvrage.

I.4.2. Solde négatif

Par dérogation au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987), si le solde est négatif, le Titulaire supportera la totalité du solde débiteur. Il ne sera pas fait de répartition dans le cas où le compte GARANTIE TOTALE serait négatif sauf dans les cas et conditions définies au présent CCAP (paragraphe I.4.3).

I.4.3. Répartition en cas de résiliation suite à désaccord

Cette clause s'applique en cas de résiliation du marché faisant suite à un désaccord dans le cadre d'une renégociation prévue aux articles du présent CCAP.

La résiliation du marché par le Maître d'ouvrage, implique la liquidation du compte de GARANTIE TOTALE, à la date de résiliation, selon les modalités suivantes :

Dans le cas où le marché serait résilié :

✚ Solde positif : la totalité sera restituée au Maître d'ouvrage.

✚ Solde négatif :

Le montant du solde négatif P3 pris en charge par le Maître d'ouvrage diminue à mesure que la durée du marché qui aura été exécuté augmente : le montant du solde négatif pris en charge par le Maître d'ouvrage est calculé au prorata temporis de la durée du contrat exécuté par rapport à la durée maximum du marché suivant la formule suivante :

$$M_{\text{snpC}} = \frac{(N_{\text{jmax}} - N_{\text{jexe}})}{N_{\text{jmax}}} \times M_{\text{tsn}}$$

Avec :

- ✚ M_{snpC} : montant du solde négatif pris en charge par le Maître d'ouvrage ;
- ✚ N_{jexe} : nombre de jours depuis la date notification du marché jusqu'à la date de résiliation ;
- ✚ N_{jmax} : nombre de jours depuis la date notification du marché jusqu'à la date de fin du marché ;
- ✚ M_{tsn} : montant total du solde négatif.

J. FACTURATION ET PAIEMENT

Conformément au Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures au moyen du Portail Chorus Pro est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Ce processus nécessite la saisie, par le titulaire ou le maître d'œuvre, des informations suivantes sur le portail Chorus Pro (<https://portail.dgfi.finances.gouv.fr/portail/accueilAM.pl>) :

Le N° de SIRET de l'IMT-Mines Albi soit : 180 092 025 00097

Le Code service de Chorus : ALBI_FACTURES_SERVICE_FINANCIER (*attention : ce n'est pas un menu déroulant*)

N° de Marché : 2025/ALB/013M

Outre les mentions légales, la facture portera les éléments suivants :

- numéro du marché et objet,
- noms et adresse des créanciers,
- numéro de compte bancaire ou postal (RIB ou RIP),
- date de l'établissement de la facture,
- montant hors taxe de la prestation exécutée exigible,
- taux et montant de la taxe à la valeur ajoutée,
- montant TTC exigible.

La monnaie de règlement est l'EURO.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans droits d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Toutes les factures seront accompagnées des notes de calcul ou indices nécessaires justificatifs sur tableau EXCEL non protégé.

J.1. REGLEMENT DES PRESTATIONS P1

Le Titulaire assurera directement le paiement du combustible auprès du fournisseur d'énergies.

L'intéressement ainsi que le décompte annuel sera déterminé (facture ou avoir) selon les modalités décrites ci-avant au paragraphe intéressement et viendra corriger le montant du P1 chauffage annuel.

J.1.1. Facturation du poste P1 Chauffage – Marché MCI

Le Titulaire facturera mensuellement les redevances mensuelles révisées, établies à partir des relevés contradictoires des compteurs effectués dans le dernier jour de chaque mois concerné.
Le relevé des compteurs se fera de façon contradictoire entre le Client et l'Exploitant.
Les dates et les index relevés seront transmis au Client avec la facturation.

Le 30 juin de chaque saison, tous les relevés seront effectués afin de préparer le décompte définitif pour le 31 août suivant, dernier délai.

Le paiement de ces factures aura un caractère libératoire et définitif pour la période considérée.

J.1.2. Facturation des Acomptes (marchés MTI) :

Les acomptes seront facturés au compteur suivant les modalités suivantes :

Le Titulaire émettra annuellement 3 acomptes correspondant à 25% du montant P1 chauffage théorique, révisé économiquement.

$$P1Ca = P1C \times 0,25$$

P1Ca : montant de l'acompte chauffage,

P1C : montant P1 chauffage base contrat révisé économiquement,

Le Titulaire émettra annuellement 3 acomptes suivant l'échéancier donné par le tableau ci-après :

Factures d'acomptes	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture à l'IMT
n°	du	au	Mois	Avant le
1	1 octobre	31 décembre	3	10 janvier
2	1 ^{er} janvier	31 mars	3	10 avril
3	1 ^{er} avril	30 juin	3	10 juillet

J.1.3. Décompte et Intéressement (Chauffage)

Il sera réalisé à la fin de chaque exercice, un intéressement qui sera versé au Titulaire ou une pénalité lui sera retenue en fonction de l'écart (économie ou excès) entre les quantités NC et N'B.

Pour chaque exercice, le Titulaire facturera la valeur de décompte-Intéressement (facture ou avoir). La facture ou l'avoir définitif émis tiendra compte en déduction des acomptes émis.

Le Titulaire émettra annuellement une facture ou un avoir définitif suivant l'échéancier donné par le tableau ci-après :

Factures	Période concernée.		Durée	Date de la remise de la facture
n°	du	au	Mois	Avant le
1	01 Juillet	30 juin	12	31 août

L'intéressement et le décompte chauffage sont calculés par site et à l'issue de chaque exercice, suivant les modalités ci-après :

Participation aux économies (MTI-MCI)

Le partage des économies n'est pris en compte qu'en-deçà d'un seuil de partage des économies (N'B1) comme suit :

SEUIL DE PARTAGE DES ECONOMIES

$$N'B1 = N'B$$

A la fin de chaque exercice, la consommation réelle NC sera comparée au seuil de partage des économies N'B1 et au seuil N'B, obtenus à partir de la consommation théorique NB ajustée aux degrés-jours réellement constatés dans le cours de l'exercice.

Par dérogation au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987), si la quantité de combustible consommée NC est inférieure au seuil de partage des économies N'B1, le Maître d'ouvrage bénéficie de la moitié de l'économie réalisée en deçà de ce seuil, le prix corrigé du P1C est donc tel que :

$$P1\ C = N'B \times k' - [1/2 \times (N'B1 - NC) \times k']$$

avec k' = prix unitaire du combustible ou de l'énergie utile actualisé nécessaire au chauffage des locaux (moyenne prorata temporis sur la période de chauffe de l'exercice ; hors abonnement et hors toutes taxes ; exprimé en MWhPCS pour le Gaz, en MWh utiles pour les sites utilisant de la Biomasse ou équipé d'une production mixte pompe à chaleur avec chaudières Gaz).

Si la quantité de combustible consommée NC est inférieure de plus de 10 % (dix pour cent) à la consommation N'B, l'économie supplémentaire au-delà de 10% revient en totalité au Maître d'ouvrage. Le prix corrigé du P1C est donc tel que :

$$P1C = [NC + 0.5 (N'B - 0.9 \times N'B)] \times k'$$

Marge de neutralisation

Si la quantité de combustible consommée NC est comprise entre le seuil de partage des économies N'B1 et le seuil N'B, les économies de consommation ne sont pas prises en compte.

Participation aux excès (MTI-MCI)

Par dérogation au guide de rédaction des marchés publics d'exploitation du chauffage approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'observatoire économique de l'achat public (guide se substituant au CCTG décret n°87-966 du 26 novembre 1987), si la quantité de combustible consommée NC est supérieure au seuil N'B, **le Titulaire prend à sa charge la totalité de l'excès** de consommation, le prix corrigé du P1C est donc tel que :

$$P1\ C = N'B \times k'$$

J.1.4. P1 Annexe

P1 Gaz Annexes : La prestation est rémunérée sous la forme d'un prix unitaire pour la fourniture du combustible aux annexes : cuisines et logements.

P1 Annexes = Quantité de combustible nécessaire pour les Annexes x k'

$$P1\ Annexes = Q \times k'$$

k' = prix unitaire de l'énergie mesuré au compteur actualisé (exprimé en MWh PCS pour le Gaz, en MWh utiles pour les sites utilisant de la Biomasse)

Q : **Quantité** de combustible nécessaire pour les annexes.

Le Titulaire émettra annuellement 2 factures définitives suivant l'échéancier indiqué par le tableau ci-après :

Factures	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture
	n°	du	au	Mois
1		01 janvier	31 mai	5
2		01 juin	31 décembre	7

J.1.5. Eau chaude sanitaire

P1 Gaz Eau chaude sanitaire : La prestation est rémunérée sous la forme d'un prix unitaire pour la fourniture du réchauffage d'un m3 d'eau chaude sanitaire mesurée au compteur avec **N** égale au nombre d'unité consommée.

Le montant du P1 ECS sera calculé ainsi :

$$P1 \text{ ECS} = mA \times q \text{ ecs} \times k'$$

mA = consommation annuelle (365/366 jours) d'eau chaude sanitaire (en m3) relevée au compteur

q (E.C.S.) = quantité de chaleur nécessaire pour produire, maintenir et distribuer 1 m3 d'eau chaude sanitaire applicable uniquement pendant la période de chauffe

q = cf D.P.G.F.

k' = prix unitaire de l'énergie mesuré au compteur actualisé (exprimé en MWhPCS pour le Gaz, en MWh utiles pour les sites utilisant de la Biomasse)

Température contractuelle à la sortie des appareils de production : cf. CCTP

Le Titulaire émettra annuellement 2 factures définitives suivant l'échéancier donné par le tableau ci-après :

Factures	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture
	n°	du	au	Mois
1		01 janvier	31 mai	5
2		01 juin	31 décembre	7

J.1.6. P1 sites en CP Biomasse Granulés (bâtiment Innov'Action)

Le poste P1 sera facturé à chaque livraison sur la base des quantités réellement livrées sur site et du prix unitaire révisé dans les conditions définies à l'article K.2.2.

J.1.7. P1 Abonnement

Le P1 Abonnement correspond au terme de facturation lié au montant l'abonnement du contrat de fourniture de combustible.

L'abonnement est forfaitaire, le montant est révisé une fois par an à la fin de chaque exercice.

Le Titulaire émettra annuellement une facture suivant l'échéancier donné par le tableau ci-après :

Factures	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture
n°	du	au	Mois	Avant le
1	01 janvier	31 décembre	12	15 février

J.2. REGLEMENT DE LA REDEVANCE P2

Les prestations de conduite et d'entretien P2 seront facturées trimestriellement à terme échu, aux dates suivantes :

Factures	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture à l'IMT
n°	du	au	Mois	Avant le
1	1 ^{er} janvier	31 mars	3	15 avril
2	1 ^{er} avril	30 juin	3	15 juillet
3	1 ^{er} juillet	30 septembre	3	15 octobre
4	1 ^{er} octobre	31 décembre	3	15 janvier

J.3. PSE - REGLEMENT DE LA REDEVANCE P3

Les prestations de gros entretien et de renouvellement P3 conduite seront facturées trimestriellement à terme échu, aux dates suivantes :

Factures	Période concernée		Durée	Date de la remise de la facture à l'IMT
n°	du	au	Mois	Avant le
1	1 ^{er} janvier	31 mars	3	15 avril
2	1 ^{er} avril	30 juin	3	15 juillet
3	1 ^{er} juillet	30 septembre	3	15 octobre
4	1 ^{er} octobre	31 décembre	3	15 janvier

J.4. CONDITIONS DE PAIEMENT

Conformément aux règles de la comptabilité publique, le paiement, par virement bancaire au compte du titulaire, interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

 **Les paiements sur comptes ouverts dans des établissements de monnaie électronique ne sont, à ce jour, pas autorisés !**

En cas de retard dans le règlement, le titulaire est en droit de percevoir des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est fixé par décret : il s'agit du taux de refinancement principal de la Banque centrale européenne en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. À cela s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40 € automatiquement due également de plein droit pour chaque retard de paiement.

K. VARIATION DES PRIX

K.1. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ

Pour l'ensemble des prestations P1, P2 et P3, les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix, indiqués dans les DPGF et les BPU sont établis en valeur des indices ci-après.

K.2. REVISION DES PRIX P1 MCI, CP, MTI ET P1 ABONNEMENT

K.2.1. Le combustible P1 Gaz (P1 chauffage, ECS et Annexes)

Ce paragraphe s'applique exclusivement aux sites dont la chaleur est produite à partir d'installations fonctionnant au gaz. **Cette clause ne s'applique pas aux sites équipés de productions mixte gaz et biomasse.**

$$k' = k_0 \times \left(a \times \frac{PEG + PF}{PEG_0 + PF} + b \times \frac{TVD}{TVD_0} + c \times \frac{CEE}{CEE_0} + d \times \frac{TICGN}{TICGN_0} \right)$$

Où :

k_0 = valeur base marché (au mois zéro M0) du MWhPCS comptabilisé au compteur (hors abonnement)

k' = valeur sur la période facturée du MWhPCS comptabilisé au compteur valeur base marché (au mois zéro M0) du MWhPCS comptabilisé au compteur (hors abonnement)

PF est la part fixe fournisseur et exploitant du coût d'approvisionnement en gaz naturel

PEG est la valeur mensuelle actualisée de l'indice PEG, monthly index, en € / MWh,
PEG₀ est la valeur de base marché de l'indice PEG, monthly index, en € / MWh, dernière valeur connue au mois M0

TVD est la valeur connue à la date d'actualisation du tarif proportionnel d'accès au réseau de distribution publié par la CRE pour l'option tarifaire T3

TVD₀ est la valeur de base marché du tarif proportionnel d'accès au réseau de distribution publié par la CRE
dernière valeur connue au mois M0

CEE est le coût par MWh PCS lié au dispositif des Certificats d'Economie d'Energie

CEE₀ est la valeur en date de base marché du coût par MWh PCS lié au dispositif des Certificats d'Economie d'Energie

CEE₀ = dernière valeur connue au mois M0

COEF_{classique} est la valeur actualisée du coefficient d'obligation CEE_{classique} pour le combustible gaz naturel

COEF_{classique0} est la valeur en date de base marché du coefficient d'obligation CEE_{classique} pour le combustible gaz naturel

COEF_{classique0} = dernière valeur connue au mois M0

COEF_{précarité} est la valeur actualisée du coefficient d'obligation CEE_{précarité} pour le combustible gaz naturel

COEF_{précarité0} est la valeur en date de base marché du coefficient d'obligation CEE_{précarité} pour le combustible gaz naturel

$COEF_{précarité0}$ = dernière valeur connue au mois M0

Refclassique est la valeur moyenne Spot CEEclassique sur la période considérée publiée par Emmy ou C2Emarket

Refclassique₀ est la valeur Spot CEEclassique en date de base marché publiée par Emmy ou C2Emarket

Refclassique₀ = dernière valeur connue au mois M0

Refprécarité est la valeur moyenne Spot CEEprécarité sur la période considérée publiée par Emmy ou C2Emarket

Refprécarité₀ est la valeur spot CEEprécarité en date de base marché publiée par Emmy ou C2Emarket

Refprécarité₀ = dernière valeur connue au mois M0

TICGN est la valeur de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel exprimée en € HTVA / MWh PCS à la date d'actualisation du tarif

TICGN₀ est la valeur de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel exprimée en € HTVA / MWh PCS, dernière valeur connue au mois M0

a, b, c, et d sont les coefficients précisés par le Titulaire dans la DPGF.

A la fin de chaque exercice, le poste P1 Chauffage fera l'objet d'une révision définitive tenant compte de l'évolution des indices PEG, CEE, TVD, et TICGN au prorata des degrés jours de chaque mois de la saison de chauffage.

Les postes P1 ECS et P1 Annexes font l'objet d'une actualisation à chaque facturation en tenant compte de l'évolution des indices au prorata temporis sur la période facturée.

K.2.2. Le combustible P1 Biomasse (sites MCI Biomasse et CP Biomasse)

MCI Biomasse

Concernant les installations dont la chaleur est produite à partir d'installations fonctionnant avec de la biomasse comme combustible principal la révision du prix unitaire de l'énergie s'effectue à chaque facture selon la formule :

$$k' = k_0 \times [0,10 \times (G'/G_0) + 0,90 \times (0,15 \times (IT'/IT_0) + 0,85 (CEE' / CEE_0))]$$

Où :

G_0 = valeur base marché (au mois zéro M0) du MWhPCS

G' = **valeur actualisée du gaz naturel par application de la formule suivante :**

$$G' = G_0 \times \left(a \times \frac{PEG + PF}{PEG_0 + PF} + b \times \frac{TVD}{TVD_0} + c \times \frac{CEE}{CEE_0} + d \times \frac{TICGN}{TICGN_0} \right) \text{ dont les termes sont définis au J.2.1}$$

IT' : valeur de l'indice synthétique CNR Régional sur la période concernée

ITo : valeur au mois zéro M0 de l'indice synthétique CNR Régional.

CEEBo = indice BOIS : valeur au mois zéro M0 : en fonction du combustible employé : Indice PLAQUETTES FORESTIERES GRANULOMETRIE GROSSIERE C3-C5, Humidité > 40% publié par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois (CEEB) sur le site <https://cibe.fr/prix-du-bois-energie/>.

CEEB' = indice BOIS sur la période facturée : en fonction du combustible employé : Indice PLAQUETTES FORESTIERES GRANULOMETRIE GROSSIERE C3-C5, Humidité > 40% publié par le Centre d'Etudes de l'Economie du Bois (CEEB) sur le site <https://cibe.fr/prix-du-bois-energie/>.

k_0 = valeur base marché (au mois zéro M0) du MWh utile comptabilisé au compteur

k' = valeur actualisée du MWh utiles comptabilisé au compteur

Si les caractéristiques du contrat gaz ou du contrat bois souscrit auprès du fournisseur de combustible étaient modifiées en cours de marché, un avenant devra être proposé par le Titulaire.

Le fournisseur d'énergie devra recevoir au préalable l'agrément du Maître d'ouvrage.

A la fin de chaque exercice, le poste P1 Chauffage fera l'objet d'une révision définitive tenant compte de l'évolution des indices au prorata des degrés jours de chaque mois de la saison de chauffage.

Les postes P1 ECS et P1 Annexes font l'objet d'une actualisation à chaque facturation en tenant compte de l'évolution des indices au prorata temporis sur la période facturée.

Le Maître d'ouvrage a pour volonté de compenser entièrement les émissions de CO2 correspondant au gaz naturel consommé en appoint et en secours de la chaufferie biomasse pour le chauffage du bâtiment enseignement recherche. Pour cela, elle souhaite recourir à l'achat de Certificats de Garantie d'Origine (CGO).

Les conditions économiques de l'achat des CGO pour le 1^{er} exercice sont définies dans l'acte d'engagement sur la base d'une quantité à compenser correspondant au taux de couverture des besoins de 10% par le gaz naturel.

Les CGO seront facturés en une échéance intervenant à la date anniversaire du Contrat.

Cet achat pourra être éventuellement reconduit pour les années suivantes. Dans ce cas, un avenant sera établi pour définir les nouvelles conditions techniques et économiques.

CP Biomasse

Concernant les installations dont la chaleur est produite à partir d'installations fonctionnant avec de la biomasse comme combustible unique la révision du prix unitaire de l'énergie s'effectue à chaque facture selon la formule :

$$k' = k_0 \times [0,15 \times (IT'/IT_0) + 0,85 (CEEB' / CEEBo)]$$

IT' : valeur de l'indice synthétique CNR Régional sur la période concernée

ITo : valeur au mois zéro M0 de l'indice synthétique CNR Régional.

CEEBo = indice BOIS : valeur au mois zéro M0 : en fonction du combustible employé : granulé vrac (granulé producteur E60) publié par le CEEB

CEEB' = indice BOIS sur la période facturée : en fonction du combustible employé : granulé vrac (granulé producteur E60) publié par le CEEB.

ko = valeur base marché (au mois zéro M0) de la tonne de granulés

k' = valeur actualisée de la tonne de granulés

K.2.3. P1 abonnement

Le prix P1, défini en annexe de l'Acte d'Engagement est révisable **une fois par an, à la fin de chaque exercice** par application de la formule :

Pour les contrats Gaz :

$$P1 \text{ Abonnement} = P1 \text{ Abonnement}_0 \times \left(\frac{\text{Indice P018}}{\text{Indice P018}_0} \right)$$

Où :

P1 Abonnement₀ est le montant de l'abonnement indiqué sur la DPGF (valeur base marché mois Mo),

P1 Abonnement est le montant de l'abonnement révisé,

- Indice P018₀ = valeur de base marché de l'indice infrastructure gaz du SNEC disponible sur le site internet <https://www.snec-energie.fr/indice-snec-infrastructure-gaz/> pour un profil de consommation P018
- Indice P018₀ = dernière valeur connue au mois M0
- Indice P018 = valeur actualisée de l'indice infrastructure gaz du SNEC disponible sur le site internet <https://www.snec-energie.fr/indice-snec-infrastructure-gaz/> pour un profil de consommation P018

Le terme P1 abonnement comprend donc :

- le terme fixe de l'abonnement annuel suivant le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF
- la contribution tarifaire d'acheminement
- les parts fixes des tarifs publics de transport (ou acheminement)
- les coûts de stockage

K.2.4. Certificats de Garantie d'Origine

Les certificats de Garantie d'Origine sont fixes et non révisables sur le premier exercice contractuel.

K.3. CLAUSE DE REEXAMEN : CHANGEMENT DE CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL EN COURS DE MARCHÉ

Le contrat initial d'approvisionnement en gaz naturel souscrit par le Titulaire pour le compte du Maître d'ouvrage sera d'une durée de 2 ans.

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique :

Le Titulaire et le Maître d'ouvrage se rencontreront 6 mois avant l'échéance du contrat gaz mis en place au début du marché pour étudier les nouvelles propositions de contrat de fourniture de gaz naturel établies par le Titulaire.

Les propositions de contrat de fourniture de gaz naturel préciseront l'ensemble des conditions du marché dont la durée, le tarif de base, et les formules de révisions.

Les prix P1 seront revus en fonction du résultat de cette consultation dans le cas où le contrat d'approvisionnement en gaz naturel retenu modifie les tarifs d'approvisionnement en gaz naturel.

Dans tous les cas, la prise en charge du coût de l'énergie restera à la charge du Titulaire.

Le cas échéant, seuls les prix P1 liés au coût du combustible Gaz Naturel seront revus et modifiés par un avenant signé entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire et le Maître d'ouvrage pourront également se rencontrer avant l'échéance du contrat initial d'approvisionnement en gaz naturel dans le cas où le Titulaire est en mesure de présenter au Maître d'ouvrage des conditions d'achat de gaz ou une structure tarifaire répondant mieux aux attentes du Maître d'ouvrage en termes de performance ou de stabilité tarifaires.

K.4. Révision des prix P2

Le prix P2, défini en annexe de l'Acte d'Engagement est révisable **une fois par an**, au début de chaque exercice, au 1er octobre de chaque année par application de la formule :

$$P2 = P2_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0})$$

Dans lesquelles :

P2 : nouveau prix de règlement des prestations,

P2₀ : prix initial fixé au présent marché, indiqué dans l'annexe de l'acte d'engagement

ICHT-IME : dernière valeur connue (suivant date de mise en ligne) au 1^{er} octobre de l'année concernée de l'indice ICHT-IME publiée au Moniteur

ICHT-IME₀ = valeur connue au mois Mo

Aucune révision des prix ne sera effectuée le premier exercice.

La première révision aura lieu au 1^{er} octobre 2026.

K.5. REVISION DES PRIX P3 - PSE

Le prix P3 de la PSE, défini à l'annexe de l'Acte d'Engagement est révisable **une fois par an**, au début de chaque exercice, au 1er octobre de chaque année par application de la formule :

$$P3 = P3_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{BT40}{BT40_0})$$

Dans lesquelles :

P3 : nouveau prix de règlement des prestations,

P3₀ : prix initial fixé au présent marché, indiqué dans l'acte d'engagement

BT40 : dernière valeur connue (suivant date de mise en ligne) au 1^{er} octobre de l'année concernée de l'indice BT40 publié au Moniteur.

BT40₀ = valeur connue au mois Mo

Nota : les taux horaires de main d'œuvre P3 sont révisés selon la formule de révision du P2.

Aucune révision des prix ne sera effectuée le premier exercice.

La première révision aura lieu au 1^{er} octobre 2026.

K.6. BLOCAGE DES PRIX

P2 et P3 sont révisables par application des décisions prises dans le cadre de la réglementation générale des prix. En cas de retour à la liberté des prix à la suite d'une période de blocage pour la prestation considérée, le prix et les indices servant de base à la nouvelle révision seront les valeurs à la date du déblocage.

K.7. DISPARITION D'UN INDICE

En cas de disparition d'un des indices ou valeur de référence, les parties se réuniront pour renégocier les termes concernés. Un avenant sera alors rédigé entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage.

Le contrat peut être résilié de plein droit, à la demande de l'une quelconque des parties, et sans indemnité, si aucun accord ne peut être obtenu.

L. PENALITES

Toutes les pénalités (y compris celles dont le montant total ne dépasse pas 300€) seront appliquées.

Les pénalités seront calculées Hors Taxe par jour calendaire. La mise en place de pénalité pourra être notifiée au Titulaire par mail de la part du Maître d'ouvrage. Les pénalités débutent soit à la date de la demande de document ou prestation, ou bien à la date contractuelle du document ou de la prestation attendue.

En aucun cas l'application des pénalités dispense le Titulaire de l'exécution des prestations et/ou la fourniture de document, présence aux convocations, etc.

Les demandes de documents techniques et/ou administratifs du Maître d'ouvrage auprès du Titulaire peuvent se faire aussi bien par mail que par courrier.

Tout document ou rapport incomplet est considéré comme nul et non transmis.

Le calcul final des pénalités seront notifiées au Titulaire par courrier RAR, sans mise en demeure préalable du maître d'ouvrage.

L.1. GENERALITES

Les pénalités définies ci-après sont **calendaires** (le nombre total d'heures de retard ou d'interruption étant transformé en nombre de jours par arrondissement au nombre entier supérieur) et s'appliquent, à la demande du Maître d'ouvrage, sur le ou les sites sur lesquels les défauts sont constatés.

Il est précisé que les coordonnées du Titulaire doivent être portées à la connaissance des occupants, celui-ci ne pourra s'arguer d'une non-connaissance du dysfonctionnement ou non-respect des températures contractuelles.

Si le Maître d'ouvrage demande alors l'application des pénalités décrites ci-dessous et que le Titulaire les conteste, il appartiendra à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

L.2. LIMITES

Si les pénalités cumulées au cours d'un exercice (01 janvier au 31 décembre) venaient à être supérieures à 50% du coût annuel du P2 global, le Maître d'ouvrage pourra décider unilatéralement de résilier sans aucune contrepartie tout ou partie du contrat.

Le montant maximum annuel des pénalités ne pourra excéder 50% du montant de la redevance annuelle hors taxe P2.

L.3. MONTANTS DES PENALITES

D'une manière générale, le Titulaire garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisés par le Maître d'ouvrage, elles ont pour but de constater la correspondance entre les prestations contractuelles fournies et les spécifications du marché. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées ou des matériels installés.

Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Le Titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées.

Tout manquement ou toute défaillance du Titulaire, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par le Maître d'ouvrage qui sera notifié au Titulaire et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Dans tous les cas, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

Les pénalités seront facturées par site et seront calculées comme suit :

Non-respect du taux d'ENR objectif pour la chaufferie biomasse alimentant le bâtiment enseignement recherche

20 € HT / MWh de chaleur issue de la chaudière bois manquant pour atteindre le taux d'ENR contractuel de 90%

Chauffage et climatisation

En cas de retard dans la mise en route du chauffage ou interruption de plus de 4 heures : 100 €/jour

En cas de retard ou interruption d'eau chaude sanitaire pendant plus de 12 heures : 100 €/jour

En cas d'insuffisance (ou excès) : 80 €/jour

- de température intérieure des locaux
- absence ou débits non conformes sur les VMC et CTA ;
- rafraîchissement des locaux
- climatisation des locaux

Non tenue du livret de chaufferie : 50 €/jour

Non remise du rapport annuel à la date contractuelle : 80 €/jour

Légionnelle

En cas d'absence de recherche annuelle de légionnelle : 100 €/jour

En cas d'absence de visite annuelle des installations de production d'eau chaude sanitaire : 100 €/jour

Absence du rapport annuel : 80 €/jour

Disconnecteurs

En cas d'absence de contrôle des disconnecteurs : 100 €/jour

En cas de non remise de l'ensemble des rapports de contrôle ou intervention non enregistrée sur les différents documents : 80 €/jour

Logements de fonction

Le prestataire s'engage à effectuer les dépannages dans un délai de 8 h 00 maximum après l'envoi de la demande.

En cas de dépassement de ce délai, une pénalité de retard de 50 € HT par jour sera appliquée. Le montant de cette pénalité sera déduit de la facture en cours.

Le prestataire s'engage ensuite à remettre l'installation en service dans un délai de 48h. Passé ce délai, une pénalité de 50 € HT par jour de retard sera appliquée (avec un maximum de 150 €) jusqu'à ce que l'installation soit remise en service sauf si le prestataire a pu mettre en service un matériel de secours fourni par ses soins tel qu'il est défini au CCTP.

Le règlement du montant des pénalités se fera sous forme d'avoir du Titulaire pour le Maître d'ouvrage.

Les pénalités sont non libératoires.

Sont assimilés à des cas de force majeure, exonérant le Titulaire de sa responsabilité, tous événements exceptionnels non imputables au Titulaire et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement de chaleur ou matériel hors d'usage (hors P3) non remplacé bien que le Maître d'ouvrage en ait été avisé par écrit.

Toutes les pénalités objet des articles ci avant sont cumulables entre elles.

Le calcul du retard dans le cadre d'une intervention dû à une panne ou un défaut se fera à partir de l'heure de la demande d'intervention effectué par : un signalement à la plateforme du Titulaire, par mail à l'adresse fournie par le Titulaire lors de sa prise en charge du contrat et également par un signalement émanant d'une GTB dont le Titulaire aurait l'accès.

En aucun cas le Titulaire ne pourra justifier la présence d'un document manquant sur site par sa présence sur son espace numérique.

L.4. Délai de carence

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire prendre, aux frais du Titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'installation, si les désordres constatés et décrits dans l'article précédents perdurent plus de deux jours consécutifs après la mise en demeure effectuée par le Maître d'ouvrage. Ce dernier en informera toutefois le Titulaire par l'envoi d'une deuxième lettre recommandée.

En outre, si le Titulaire n'est pas en mesure d'apporter une solution totale aux dysfonctionnements précédemment évoqués, dans un délai d'une semaine après réception de la deuxième lettre recommandée, le Maître d'ouvrage pourra alors résilier tout ou partie du contrat par envoi d'une troisième lettre recommandée : le Titulaire ne pourra alors exiger aucune indemnité, les carences relevées étant assimilables à une faute grave.

Enfin, quelle que soit la procédure engagée, les pénalités continuent de s'appliquer tant que la situation n'est pas conforme aux données contractuelles ou tant que le contrat n'est pas résilié.

M. RESILIATION – CLAUSE DE SAUVEGARDE

M.1. DEFINITION

Le terme "mise en demeure" évoqué plusieurs fois dans ce document signifie l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous les cas où il est fait état de la résiliation de plein droit de l'une ou l'autre des parties, celle-ci respectera un préavis de 3 mois.

Dans tous les cas la résiliation se fait de plein droit et sans indemnité de la part du Maître d'ouvrage.

M.2. RESILIATION

M.2.1. Résiliation pour faute du Titulaire

Le Maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans les cas suivants et conditions suivantes :

- ✚ Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- ✚ Le Titulaire contrevient à la sécurité des usagers ;
- ✚ Non-respect des prescriptions techniques définies au présent marché ;
- ✚ Détérioration constatée à l'encontre de bâtiment et de ses installations, notamment suite à un mauvais entretien ;
- ✚ Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- ✚ Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées au présent CCAP ;*
- ✚ Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues au présent CCAP ;
- ✚ Carence du Titulaire à assurer le fonctionnement correct des installations qui lui sont confiées ;
- ✚ Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;*
- ✚ Postérieurement à la signature du marché, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;*
- ✚ Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.*

Sauf dans les cas marqués d'un « * » ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant du Maître d'ouvrage informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

M.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le représentant du Maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en

compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le Titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois comptés à partir de la notification de la décision de résiliation.

Cette indemnité n'est pas due dans le cas de suppression d'une installation.

M.3. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Si, pendant le délai contractuel, les prix P2 ou de la PSE P3 subissent un ajustement de plus de 30%, chacune des deux parties pourra demander la renégociation du marché au terme de l'exercice en cours.

Si la renégociation qui s'en suit n'aboutissait pas dans un délai de six mois, le contrat pourrait être résilié sans indemnité.

M.4. RESILIATION ANTICIPEE : DECOMPTE DANS LE CADRE DE LA PSE

Dans le cadre d'une résiliation anticipée du contrat, quelle qu'en soit la raison invoquée, un décompte financier restant dû sera établi sur les bases suivantes :

- ✚ Terme P3 : Solde à la date de résiliation

N. DIVERS

N.1. TRIBUNAL COMPETENT

Tout litige survenant lors de l'application du présent marché et qui ne pourrait être réglé à l'amiable entre les parties, le sera par voie d'expertise.

L'expert sera désigné d'un commun accord et proposera son arbitrage dans les 20 jours suivant sa mission lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas où l'une des parties contesterait le résultat de l'expertise, la juridiction compétente pour trancher en dernier ressort, sera le Tribunal Administratif dont dépend le siège du Maître d'ouvrage, saisi dans les huit jours suivant la réception du rapport de l'expert, sur l'initiative de la partie qui serait en désaccord avec ses conclusions. Faute de saisie du tribunal dans ce délai, le rapport de l'expert est réputé avoir recueilli l'agrément des parties.

N.2. REALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de conclure avec le Titulaire un marché sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

N.3. ELECTION DE DOMICILE

Le lieu de domicile du Titulaire, ainsi que le lieu et le numéro de téléphone où il pourra être appelée par le Maître d'ouvrage pour l'exécution des services sont précisés dans l'Acte d'Engagement et sur les livrets de chaufferie.

N.4. DROIT ET LANGUES

En cas de litige le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

N.5. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Fournitures courantes et services, il est précisé que toute dérogation contenue dans les documents de la consultation est applicable même si elle n'est pas récapitulée dans cet article.

L'article B.7 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article K du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article L.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'article L.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.